

La grande démission de l'ONU

L'organisation née en 1945 sur les ruines de la dernière guerre mondiale, contestée de toutes parts, souffre d'obsolescence. Les grandes puissances s'accrochent à leur droit de veto, forçant l'ONU à inventer de nouvelles formes d'action, dans la douleur, à l'aune des terribles crises contemporaines.

Les faits du jour

– Les autorités du sud de l'Ukraine ont revendiqué les lourds dommages infligés au croiseur Moskva, le vaisseau amiral russe en mer Noire. En fin de journée, le ministère de la Défense russe annonçait que le navire avait coulé. Cet épisode fait craindre une escalade dans le conflit.

– L'Ukraine a annoncé jeudi une reprise des évacuations de civils via neuf couloirs humanitaires, notamment depuis la ville assiégée de Marioupol dans le sud-est du pays, après une journée de suspension due selon Kiev à des violations russes du cessez-le-feu.

– Trente prisonniers ukrainiens ont été libérés dans un nouvel échange de prisonniers avec la Russie, a annoncé jeudi Kiev, cinq jours après la libération de 12 soldats et 14 civils ukrainiens.

– Le gouverneur d'une région russe frontalière de l'Ukraine a accusé les forces de Kiev d'avoir bombardé jeudi un village russe, faisant état de blessés. L'Ukraine a rejeté les affirmations de Moscou selon lesquelles elle aurait bombardé des villages russes frontaliers, accusant au contraire Moscou de planifier des « attaques terroristes » dans la région frontalière pour alimenter « l'hystérie anti-ukrainienne ».

– Vladimir Poutine a appelé à réorienter les exportations énergétiques russes de l'Europe vers l'Asie, du fait de la crise provoquée par son offensive en Ukraine, accusant les Européens de « déstabiliser le marché » en voulant se passer d'hydrocarbures russes.

– La guerre en Ukraine a des répercussions « sévères » sur l'économie de la zone euro, a déclaré jeudi Christine Lagarde, alors que la flambée de l'énergie, les chaînes d'approvisionnement perturbées et le recul de la confiance assombrissent les perspectives.

DÉCODAGE

MAURIN PICARD
CORRESPONDANT À NEW YORK

Dans le tumulte du 24 février, jour de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des cris d'orfraie s'élevèrent à New York, sur les rives de l'East River : comment est-ce possible ? Comment a-t-on pu laisser faire une chose pareille ? Comment l'Organisation des Nations unies, dont le siège se trouve dans le quartier de Turtle Bay, à Manhattan, et dont la mission depuis 1945 consiste à préserver la paix et la sécurité internationales, a-t-elle pu renoncer à ses valeurs et laisser commettre pareilles atrocités ?

Le comble de l'absurde fut atteint le 7 avril : à l'Assemblée générale, les 193 Etats membres s'apprétaient à voter pour ou contre l'exclusion de la Russie du Conseil des droits de l'homme, dont le siège se trouve à Genève. Assurée d'être sanctionnée, Moscou utilise ses alliés, 24 au total, pour dénoncer l'hypocrisie occidentale. C'est ainsi que des diplomates nord-coréens, syriens, cubains ou iraniens, depuis leur pupitre, se retrouvent à donner une leçon de droits de l'homme.

Le problème du veto

C'est le revers de la médaille, à l'heure actuelle, de la mobilisation internationale en faveur de l'Ukraine : celle-ci est essentiellement euro-américaine. Nombre de pays – africains, sud-américains, asiatiques – peinent à comprendre la mobilisation générale pour le peuple ukrainien, quand des conflits atroces au Yémen, au Myanmar, peinent à émouvoir l'opinion occidentale. Et dénoncent parfois l'hypocrisie de l'Ouest face aux « crimes » russes, alors qu'en 2003, les Etats-Unis avaient justifié au Conseil de sécurité l'invasion nécessaire de l'Irak par des preuves fallacieuses relatives à la présence de soi-disant armes de destruction massive, à ce jour introuvables.

Malgré les atrocités perpétrées par l'armée russe en Ukraine, la « communauté internationale » se retrouve profondément divisée. Et les appels à expulser la Russie du Conseil de sécurité, à tout le moins de lui ôter son droit de veto, restent lettre morte. Impossible, en effet, de faire voter une telle mesure par l'Assemblée générale, quand l'article 6 de la Charte des Nations unies de 1945 impose une recommandation unanime du Conseil de sécurité dans ce genre de cas ! Pour exclure la Russie, il faudrait donc... que la Russie l'approuve.

Le problème du veto demeure. Depuis 2010, 27 résolutions ont été stoppées net, pour 23 veto russes, onze chinois et quatre américains. Depuis 2011, la Russie a dégainé 15 fois son veto sur la Syrie, offrant au régime assasin de Bachar el-Assad un bouclier en kevlar et négociant pied à pied la réduction progressive des points de passage frontaliers, depuis la Turquie et l'Irak, pour l'aide humanitaire destinée aux populations assiégées.

Guterres critiqué

Que reste-t-il à l'ONU ? L'aide humanitaire, dont le secrétaire général, Antonio Guterres, a fait son cheval de bataille, dépêchant à Moscou son pompier volant, le Britannique Martin Griffiths, jusqu'alors occupé à négocier avec les talibans, pour sécuriser des couloirs humanitaires, notamment à Marioupol, ville martyre.

Ces accomplissements illustrent en creux les limites d'Antonio Guterres. Elu en 2016 et réélu en 2021 pour 5 ans, l'ex-Premier ministre portugais concentre sur lui de nombreuses critiques. Trop frileux, trop casanier, trop prudent face aux grands de ce monde, dont il dépendait pour son élection.

La critique est en partie fondée.



Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, est la cible de nombreuses critiques. © AFP

L'homme, vieillissant, n'apprécie guère les voyages au long cours et souffre d'une surdité partielle qui ne facilite pas les navettes diplomatiques et les pourparlers discrets, jusqu'au bout de la nuit. Mais il a aussi d'intrinsèques qualités : le climat demeure son absolue priorité, ainsi que la défense du multilatéralisme et, à l'aune de la guerre en Ukraine, le risque de pénurie alimentaire mondiale. « Kofi Annan avait l'habitude de dire que sa seule arme était le microphone », souligne David Smith, ancien conseiller de Kofi Annan et journaliste à l'hebdomadaire *The Economist*. « Peut-être Guterres pourrait-il dépasser sa prudence instinctive. »

Tout récemment, Antonio Guterres s'est justement senti pousser une détermination jusque-là imperceptible, comme si les crimes de guerre russes en Ukraine avaient exhumé une capacité d'indignation bien enfouie en lui. Il martèle l'importance de « faire taire les armes » et d'imposer un cessez-le-feu immédiat. Cette sévérité relative a suffi pour lui valoir un courroux russe, qui lui ferme désormais les portes de Moscou et pourrait à terme entraver le bon fonctionnement de son mandat.

« A court d'idées »

Pour un dirigeant onusien, l'épineuse relation avec les grandes puissances touche à la répartition en interne des postes de fonctionnaires internationaux. Chaque pays dispose d'un quota, en fonction de son importance et de son poids financier. Chaque pays puissant s'efforce de placer ses « pions » aux échelons décisionnels, pour imprimer sa marque. A l'aune de la guerre en Ukraine, les rouages grincent ici et là. « Comment le patron de la lutte antiterroriste peut-il être russe ? », s'indigne David Smith à propos de Vladimir Voronkov, patron de l'Office du contre-terrorisme (OCT). « Ils étaient sans doute à court d'idées. » Mais pas de ressources, puisque la Russie et l'Arabie saoudite furent les principaux bailleurs de cette nouvelle agence de l'ONU, fondée en 2017.

L'ambiance, depuis une décennie, est délétère. En 2014, Russes et occidentaux échangeaient des noms d'oiseaux au moment de l'annexion de la Crimée et l'invasion du Donbass en Ukraine

Le Conseil de sécurité de l'ONU

Cinq membres permanents disposant d'un droit de veto



Dix membres non permanents



orientale. Les amabilités ont repris en 2018, avec la tentative d'empoisonnement d'un opposant russe au novichok, une arme biologique, à Canterbury, en Angleterre. Le Royaume-Uni n'a que très peu goûté cette attaque biologique sur son sol. Entre diplomates russes et anglais, les couteaux restent tirés depuis quatre ans, et la présidence britannique du Conseil de sécurité en avril n'arrange rien.

Il faut dire que les interventions de Nebenzia, ainsi que de son second Dmitry Polyansky, valent leur pesant de roubles depuis le 24 février : parfois gênés aux entournures, ils répètent à l'envi les énormités concoctées à Moscou sur les soi-disant laboratoires clandestins de la CIA en Ukraine préparant des oiseaux migrateurs à larguer des mini-armes biologiques en territoire russe (sic) ou moquant sans vergogne les « acteurs » simulant des cadavres à Boutcha, en bordure de Kiev.

Sourde colère

Au sein de l'ONU, une sourde colère gronde contre le Conseil de sécurité et son embarrassante paralysie. Mardi 12 avril, le petit Liechtenstein a fait un pas en avant, avec une résolution proposant de saisir l'Assemblée générale chaque fois qu'un veto serait brandi au Conseil. 38 Etats soutenaient l'initiative, dont les Etats-Unis. Le but ? Renforcer le multilatéralisme, déjà sous perfusion depuis la pandémie de covid, et surtout accentuer l'opprobre envers tout Etat membre permanent s'autorisant à bloquer une fois encore l'action de l'ONU. « Le veto est un privilège que nous prenons très au sérieux », déclare la représentante américaine, Linda Thomas-Greenfield. Un membre permanent doit être prêt à s'en expliquer, justifier pourquoi il s'en est servi pour défendre le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Malheureusement, certains membres ne partagent pas ce sentiment.

« Que les Etats-Unis appuient cette initiative est assez remarquable », commente Richard Gowan, de l'International Crisis Group. « Il est à prévoir que si la proposition est approuvée, les ambassadeurs américains auront régulièrement le plaisir de s'expliquer devant l'Assemblée générale sur les veto américains en défense d'Israël. »